

Résumé : 1/ Le marché du travail britannique subit les effets de la crise du Covid-19 2/ La croissance britannique repart timidement en mai 3/ Le gouvernement doit gérer un volume de dettes d'entreprises sans précédent 4/ La réouverture des magasins génère un léger regain d'inflation en juin 5/ 46,3 Md£ de prêts ont été octroyés à plus de 1,1 million d'entreprises à travers les divers dispositifs du Trésor britannique.

1. Évolution épidémiologique

Au 16 juillet à 9 heures du matin, 292 552 personnes ont été testées positives pour le coronavirus au Royaume-Uni, et un total de 12 669 634 tests ont été effectués au 15 juillet à 9 heures du matin.

Au 15 juillet à 17 heures, 45 119 personnes (+66 par rapport à la veille) sont décédées parmi les personnes testées positives pour le coronavirus au Royaume-Uni

2. Mesures nouvelles

/

3. Impact économique et financier

46,3 Md£ de prêts ont été octroyés à plus de 1,1 million d'entreprises à travers les divers dispositifs du Trésor britannique – Selon les derniers chiffres du HMT (12 juillet), plus de 14,5 Mds£ ont été octroyés à travers les programmes *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* et *Coronavirus Large Business Interruption Loan Scheme*, qui permettent aux entreprises d'emprunter jusqu'à 200 M£ avec une garantie d'État de 80 %. Le programme *Bounce Back Loans*, qui permet aux PME d'emprunter entre 2 000 £ et 50 000 £ avec une garantie d'État de 100 %, a généré plus de 1 million de prêts, d'une valeur totale de 31,7 Mds£ (+770 millions en une semaine). Enfin, 420 M£ de prêts convertibles ont été déboursés à plus de 429 entreprises à travers le *Future Fund*, qui ouvre une source alternative de financement aux entreprises innovantes n'ayant pas accès aux PGE.

Le marché du travail britannique subit les effets de la crise du Covid-19 – Selon l'ONS, le nombre de [travailleurs salariés](#) a diminué de 650 000 entre mars et juin, soit une baisse de 2,2 %. Le taux de déclin, particulièrement fort en avril et mai, a cependant ralenti en juin. Par ailleurs, le nombre d'heures travaillées par semaine de mars à mai 2020 a diminué de 175,3 millions pour atteindre un total de 877,1 millions, soit une baisse de 16,7 % en g.a. Le [salaire hebdomadaire moyen](#) entre mars et mai 2020 (primes incluses) a quant à lui baissé de 0,3 % par rapport à l'année dernière. Ces baisses ont tout particulièrement touché les secteurs de l'hospitalité et de la restauration. Ces chiffres pourraient se dégrader en octobre avec la fin du dispositif de chômage partiel, dont bénéficient 9,4 millions d'employés et 2,7 millions de travailleurs indépendants. Selon une étude des [British Chambers of Commerce](#), 29 % des 7 400 commerces sondés ont en effet l'intention de réduire leurs effectifs dans les trois prochains mois.

La croissance britannique repart timidement en mai – L'économie britannique a affiché en mai un taux de croissance de 1,8 %, selon les derniers chiffres de [l'ONS](#). Après une contraction historique de 20,3 % en avril, ce faible rebond, bien en-dessous des projections de 5,5 % des économistes interrogés par Reuters, est qualifié de « décevant » par le cabinet de conseil Capital Economics. La reprise est portée en mai par la hausse de la production dans le secteur de la construction (+ 8,2 %) et le secteur manufacturier (+ 8,4 %). La production dans le secteur des services, qui représente 80 % de l'économie britannique, reste toutefois en berne (+ 0,9 %). L'ONS note par ailleurs que le PIB britannique de mars à mai a chuté de 19,1 % par rapport aux trois mois précédents, en raison de l'effondrement des divers secteurs (- 18,9 % services, - 18 % production manufacturière, - 29,8 % construction).

Le gouvernement doit gérer un volume de dettes d'entreprises sans précédent – Katharine Braddick, DG pour les services financiers du HMT, a confirmé la volonté du gouvernement de mettre en place des plans d'investissements par injection de capitaux propres pour faciliter la gestion des prêts consentis par le secteur bancaire britannique pendant la crise du Covid-19. Pour autant, le chancelier Rishi Sunak aurait écarté la perspective d'un renflouement par l'État des entreprises surendettées alors que, selon le groupe TheCityUK (TCUK), le volume de dettes insoutenables s'élève à 35 Md£, que 780 000 PME sont en danger et que 3M d'emplois sont en jeu. Dans un [rapport](#) du *Recapitalisation Group*, TCUK définit une série d'options pour la conversion, la restructuration et le remboursement de la dette. Il recommande notamment la création d'une *UK Recovery Corporation*, structure publique qui serait chargée de détenir et gérer les dettes en proposant aux entreprises soit de convertir les prêts non gérables en dettes fiscales sous condition de ressources, soit, pour les dettes plus importantes, de convertir la dette en actions préférentielles ou en dette subordonnée à long terme. Selon la presse, des propositions pourraient figurer dans le budget d'automne. A ce jour, 45Md£ de prêts garantis par l'État ont été accordés à plus d'1M d'entreprises.

Alors que les finances publiques se détériorent, le chancelier réfléchit à réformer l'impôt sur la plus-value – Selon les trois scénarii projetés par [l'OBR](#), l'économie britannique devrait connaître une contraction entre 10 % et 14 % en 2020, soit la plus importante baisse du PIB depuis trois siècles. Celle-ci sera accompagnée par une détérioration des finances publiques, compte tenu des dépenses du gouvernement et la baisse des recettes fiscales. Ainsi, l'emprunt du gouvernement devrait dépasser 370 Md£ en 2020 (soit entre 15 et 23 % du PIB), tandis que la dette publique devrait dépasser les 100 % du PIB. Alors que l'OBR a recommandé une baisse des dépenses et/ou une hausse des impôts pour assainir les finances publiques, le chancelier R. Sunak a [écrit](#) au bureau chargé de la simplification fiscale pour commander une étude sur le régime d'imposition des plus-values (« *capital gains tax* ») au RU. En particulier, le chancelier est preneur de propositions autour des abattements, exonérations et dégrèvements fiscaux afin de rendre l'impôt plus simple et efficace.

La réouverture des magasins génère un léger regain d'inflation en juin – Selon [l'ONS](#), l'inflation CPI a augmenté de 0,6 % en juin, contre 0,5 % en mai. La fermeture de nombreux établissements empêche encore la collecte de statistiques concernant la hausse des prix. Néanmoins, certaines enseignes dans les secteurs de l'habillement et du divertissement auraient profité de la réouverture des magasins pour augmenter leurs prix : ceci aurait plus que compensé la baisse des coûts dans le secteur de l'hospitalité et de la restauration. Cet effet devrait cependant rapidement s'estomper. En effet, la prudence des consommateurs, la très probable hausse du chômage en automne ainsi que la réduction de 20 % à 5 % la taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur de l'hospitalité constituent des forces déflationnistes majeures. Selon un expert du cabinet Capital Economics cité dans le Financial Times, l'inflation CPI pourrait ainsi passer sous la barre de 0 % d'ici juillet ou août.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Le gouvernement britannique pourrait recréer une banque d'investissement verte - Financée par les contribuables, elle permettrait d'aider à financer les technologies et les infrastructures nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro émission nette en 2050. La première *Green Investment Bank* a été privatisée il y a trois ans par une vente de 2,3Md£ au groupe financier Macquarie. Cette décision avait alors été vivement critiquée par les députés et les militants écologistes. Dans le cadre de la crise du Covid-19, les groupes environnementaux ont intensifié leur campagne en faveur d'une deuxième banque pour les infrastructures vertes, soutenue par l'État, afin de garantir que la reprise menée par le gouvernement maintienne le RU sur la voie de ses objectifs climatiques. M. Kwarteng, ministre de l'Energie, a indiqué qu'un débat était en cours au sein du gouvernement à ce sujet et qu'une annonce pourrait intervenir prochainement. Cette demande avait été également formulée par le groupe groupe UK100, un réseau de *Councils* intéressés par la politique climatique et l'énergie propre. Les recherches de UK100 ont montré que 5 Md£ de fonds publics investis dans les énergies renouvelables pourraient débloquer 100 Md£ de capitaux privés.